

Guide pour soutenir une reprise économique verte suite à la COVID-19



Canada 

La création de cette ressource a été possible grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Publié en novembre 2020.

S O M M A I R E



Introduction	4
---------------------------	----------



Pourquoi les parlements devraient-ils soutenir une reprise verte, et pourquoi maintenant?	5
--	----------

Les connaissances scientifiques démontrent que le changement climatique menace tous les secteurs de la société.....5

Cobénéfices de reconstruire de façon plus écoresponsable6

Opportunité d'améliorer la santé des humains en protégeant l'environnement

Opportunité de créer des emplois adaptés à l'avenir et de diversifier les économies

Opportunité de réduire les inégalités et de promouvoir l'inclusivité



Principaux domaines d'action politique pour une reprise verte	8
--	----------



Cadres pour orienter les efforts pour une reprise verte	11
--	-----------

L'Agenda 2030 pour le développement durable11

Les Contributions déterminées au niveau national pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris12

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et les plans nationaux d'adaptation au changement climatique.....13



Liste de contrôle parlementaire pour une reprise économique verte et durable	15
---	-----------



Références.....	17
------------------------	-----------



Introduction

La pandémie de COVID-19 a eu un impact considérable dans toutes les régions du monde. Ses répercussions, ainsi que les mesures sanitaires prises par les gouvernements pour faire baisser le taux d'infection, ont contribué à une crise économique et sociale mondiale. Pour 2020, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) prévoit que le taux de croissance du PIB de la région chutera de 9,1 % par rapport à 2019, et que le taux de chômage atteindra environ 13,5 %, contre 8,1 % en 2019.¹ De plus, les arrivées touristiques ont fortement diminué; « au cours des cinq premiers mois de l'année, une baisse d'environ 45 % en Amérique du Sud, de 45 % en Amérique centrale, de 34 % au Mexique et de 50 % dans les Caraïbes, par rapport à la même période en 2019 ». ² Cela a nui à un secteur économique important pour la région. Les répercussions sociales de la pandémie sont également fortes; 15 ans de progrès en matière de bien-être social pourraient être perdus et cela touchera les groupes traditionnellement marginalisés de façon disproportionnée.³

Immédiatement après la déclaration de l'Organisation mondiale de la santé d'une pandémie mondiale, les réponses gouvernementales ont visé principalement à prioriser les ressources destinées au secteur de la santé pour protéger la santé publique; à assurer l'accès aux biens et services essentiels; à apporter une aide financière aux secteurs économiques touchés par une fermeture soudaine, comme les petites et moyennes entreprises; et à protéger le bien-être des populations vulnérables, entre autres mesures.^{4,5} Pour appuyer une reprise économique sur le long terme, les gouvernements joueront un rôle essentiel en façonnant l'avenir et le poids du fardeau économique et environnemental que subiront les jeunes et les futures générations.

Étant donné cette conjoncture critique, les gouvernements suivront-ils la même approche que d'habitude ou s'efforceront-ils de construire en mieuxⁱ pour avoir des systèmes économiques et sociaux plus résilients? Cette dernière option favoriserait une reprise économique verte; un chemin vers le développement durable qui améliorerait la santé des personnes, éviterait de futures épidémies, créerait des emplois décents, améliorerait le bien-être social, et promouvrait l'égalité intergénérationnelle. Il est temps d'agir. Chaque année, il est de plus en plus difficile d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, ce qui est inquiétant étant donné que les impacts du changement climatique seront plus lourds que ceux de la pandémie de COVID-19.

Heureusement, l'optimisme a encore sa place. Si les gouvernements mettent en place des efforts de « relance verte » dans le cadre de leurs stratégies pour la reprise suite à la pandémie, ils peuvent « stimuler une activité économique à court terme tout en conservant, protégeant et renforçant la qualité des ressources naturelles et environnementales à court terme comme à long terme ». ⁶ Pour bâtir la résilience d'un pays, il est important que les réponses des gouvernements pour la reprise ne visent pas uniquement une économie verte mais également à protéger les droits de la personne et à garantir que les politiques soient conçues de sorte à inclure les besoins de la population et à y répondre véritablement.

Pour cela, les parlements peuvent jouer un rôle important grâce à leurs fonctions de contrôle et d'approbation du budget, en s'assurant que les paquets de relance économique investissent dans les emplois verts et qu'ils promeuvent des économies vertes pour lutter contre le changement climatique, atténuer les risques de catastrophe et contribuer à réaliser l'Agenda 2030. De plus, les parlementaires peuvent influencer la prise de décision en faveur de mesures vertes et durables lors des débats parlementaires. La législation et l'affectation d'un budget adéquat seront nécessaires pour promouvoir davantage l'investissement vert et apporter des cadres favorisant les changements systémiques pour réduire les inégalités et donner la priorité à des activités inclusives et positives pour l'environnement.

L'objectif de ce guide est d'expliquer brièvement pourquoi une reprise économique verte est essentielle pour créer un avenir plus équitable et sain d'un point de vue environnemental, et d'aider les parlementaires à soutenir cette entreprise. Il présente un aperçu du constat scientifique pour illustrer la gravité de la crise climatique et environnementale, ainsi que des avantages sociaux, environnementaux et économiques qu'il y a à investir dans un avenir vert. Il fait également référence à des ressources, outils et cadres internationaux disponibles pouvant servir à orienter des stratégies et à identifier des opportunités d'investissement durable. Cette publication étant courte, nous vous encourageons vivement à consulter les références citées pour des analyses plus approfondies.

ⁱ Terme promouvant l'idée selon laquelle durant la phase de reprise/reconstruction d'une catastrophe comme la COVID-19, les pays ne devraient pas viser le statu quo qui est à l'origine de la vulnérabilité ayant entraîné la crise, mais plutôt saisir l'opportunité de renforcer leur résilience et leurs capacités, et de prendre des mesures pour aller vers un modèle de développement durable afin de mieux gérer les risques de catastrophe à l'avenir.



Pourquoi les parlements devraient-ils soutenir une reprise verte, et pourquoi maintenant?

Les connaissances scientifiques démontrent que le changement climatique menace tous les secteurs de la société

L'urgence climatique demeure une menace mondiale et, sans mesure décisive, elle entraînera des impacts bien plus graves encore que ceux de la COVID-19. Il est donc important que, pendant que le monde entier lutte contre la pandémie, les efforts de lutte contre le changement climatique et les inégalités sociales, et pour la santé environnementale, soient prioritaires.

Les interruptions économiques du début de la pandémie ont entraîné une réduction des émissions; on estime que le total des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) sera 4 à 7 % plus faible en 2020 qu'en 2019.⁸ Toutefois, ces réductions sont minimales après des décennies de dépassement écologique. De plus, les émissions commencent déjà à rebondir dans certains pays où les activités économiques reprennent.⁹

Pour apporter des contributions significatives et durables, il est nécessaire d'investir dans les industries émettant peu de CO₂ et dans une action climatique portée à une échelle importante. Même avec les réductions de 2020, les émissions actuelles de CO₂ comme de méthane (CH₄) ne sont pas compatibles avec les trajectoires qui permettraient de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C ou à bien moins de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels.¹⁰ Il est essentiel de freiner le réchauffement climatique vu son rôle dans la hausse de la fréquence des événements météorologiques extrêmes comme les vagues de chaleur, les sécheresses, les inondations, les tempêtes de neige, les ouragans et les feux de forêt. Surtout, le nombre de catastrophes enregistrées et dues à des risques naturels a augmenté d'environ 75 % durant la période 2000-2019 par rapport aux 20 années précédentes (1980-1999), et a causé des pertes économiques mondiales d'environ 2,97 billions de dollars US.¹¹

Le changement climatique touche la productivité et la croissance économique en perturbant l'offre et la demande de biens et services économiques, comme dans le secteur touristique, ainsi que la capacité des entreprises à fonctionner dû à des événements météorologiques extrêmes et à des risques naturels. Il crée aussi des pressions sur les infrastructures de transport et les services et installations sanitaires.^{12,13} La Banque interaméricaine de développement prévoit que d'ici 2050, les dommages causés par le changement climatique pourraient coûter 100 milliards de dollars US par an à l'Amérique latine et aux Caraïbes.¹⁴ Les changements des régimes et quantités des précipitations aggravent la fréquence des catastrophes naturelles, ce qui réduit la quantité d'eau disponible pour boire, pour l'assainissement et pour les activités agricoles et industrielles.¹⁵ Cela exacerbe également la dégradation des sols et la désertification, contribuant ainsi à l'insécurité alimentaire.¹⁶ De plus, le changement climatique modifie fortement les paramètres des écosystèmes. Associé à des niveaux de consommation humaine et à une utilisation des ressources terrestres non viables, cela rend les habitats hostiles, menaçant la survie de différentes espèces et causant une perte de biodiversité. Cela a des coûts pour la santé et le bien-être des humains puisque les écosystèmes à la biodiversité riche contribuent à la production d'aliments, à l'accès à l'eau douce, à la recherche biomédicale et à la disponibilité de médecines traditionnelles, entre autres bienfaits.¹⁷

Il est donc primordial que la lutte contre le changement climatique demeure une priorité et que cette période historique serve à catalyser des mesures gouvernementales audacieuses pour atténuer ce phénomène et s'adapter à ses effets en se préparant correctement aux catastrophes à venir pour renforcer la résilience et garantir que personne ne soit laissé pour compte.



Figure 1 : Graphique issu du rapport Unis autour de la science, présentant un résumé général des messages principaux des récents rapports sur les impacts environnementaux et climatiques actuels et projetés, et les tendances générales des émissions.⁷

Cobénéfices de reconstruire de façon plus écoresponsable

Opportunité d'améliorer la santé des humains en protégeant l'environnement

Un environnement sain bénéficie à la santé des humains car elle assure la qualité de l'eau et de l'air, minimise l'exposition aux contaminants et aux déchets, et protège les déterminants sociaux et économiques de la santé contre les effets susmentionnés du changement climatique. Si les gouvernements donnent la priorité à un environnement sain et propre, et s'ils le reconnaissent comme un droit de la personne, ils peuvent aider à redéfinir et à réparer le lien entre les humains et la nature, tout en évitant d'exacerber la vulnérabilité créée par la dégradation de l'environnement, le changement climatique et les catastrophes.¹⁸

Au pic du confinement et de la réduction de la mobilité humaine en Amérique latine, la concentration de polluants dans l'air a chuté et la qualité de l'air s'est améliorée.¹⁹ Étant donné que les maladies respiratoires tuent 300 000 personnes dans les Amériques chaque année, les bienfaits sanitaires de s'engager à améliorer la qualité de l'air sur le long terme sont clairs : un environnement prospère et des politiques visant à limiter l'émission de polluants réduiraient la morbidité et la mortalité respiratoires dans la région.²⁰ Des investissements dans de nouveaux espaces verts pourraient également réduire la pollution de l'air en simultané et créer des environnements construits plus sains encourageant l'activité physique, ce qui bénéficierait à la santé physique comme mentale.

Lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement (ex. : la déforestation) pourrait également prévenir l'émergence ou la réémergence de certaines maladies, et diminuer la prévalence et l'intensité des zoonoses, les maladies transmises entre les animaux et les humains. D'ailleurs, 75 % des maladies infectieuses émergentes sont des zoonoses.^{21,22,23} En outre, une reprise verte pourrait bénéficier aux communautés pauvres et autres groupes marginalisés, qui subissent la dégradation de l'environnement de façon disproportionnée, et qui sont souvent victimes de racisme environnemental. Le racisme environnemental est une forme de racisme systémique forçant les communautés racialisées à vivre disproportionnellement à proximité de risques environnementaux, par la pauvreté et la ghettoïsation. Le résultat est qu'elles connaissent des taux plus élevés de problèmes de santé liés.^{24,25} De plus, prendre des mesures pour le climat aiderait à réduire, d'ici 2050 et de jusqu'à plusieurs centaines de millions, le nombre de personnes exposées aux risques liés au climat et susceptibles de tomber dans la pauvreté, important déterminant social de la santé.²⁶

Comprendre le lien entre la santé et l'environnement renforce l'argument en faveur d'une reprise verte, une approche qui a le potentiel de réduire les préoccupations actuelles concernant la santé publique, de prévenir de futures crises sanitaires, ainsi que la morbidité et la mortalité qui en découleraient, et de faire économiser des millions de dollars aux systèmes de santé, qui serviraient dans le cas contraire à réagir à ces problèmes sanitaires.²⁷

Opportunité de créer des emplois adaptés à l'avenir et de diversifier les économies

L'Amérique latine et les Caraïbes devraient subir une récession économique sévère dû à la pandémie de COVID-19, ce qui aura des effets sur le marché du travail. En effet, selon l'Organisation internationale du travail, il s'agit de la région la plus touchée au monde en termes de perte d'heures et de revenus du travail,^{28,29} ce qui est dû, entre autres, au fait qu'une grande partie des emplois de la région ne peuvent être effectués à distance.³⁰ Durant la première moitié de la pandémie, on estimait que 34 millions de travailleuses et de travailleurs en Amérique latine et dans les Caraïbes avaient perdu leur emploi, majoritairement des femmes et des jeunes dû à leur surreprésentation dans les secteurs les plus touchés par la crise, comme la vente, la restauration, le service domestique, le tourisme et la construction, ainsi que le secteur informel. La région caribéenne a été particulièrement touchée par sa forte dépendance au tourisme.³¹

Cette pandémie a démontré qu'une diversification économique est nécessaire dans la région et représente une opportunité de restructurer les économies. Un processus de reprise verte et équitable offre une opportunité d'améliorer la situation économique, de réduire les inégalités et de restaurer l'environnement. Cela a le potentiel de créer 15 millions de nouveaux emplois nets en Amérique latine et dans les Caraïbes, plus de la moitié étant des emplois peu ou moyennement qualifiés.³² Prendre soin de la nature aiderait aussi à assurer la durabilité des emplois qui dépendent des systèmes naturels.³³ En outre, mettre en place des pratiques d'économie circulaire visant à réduire le gaspillage des ressources naturelles contribuerait à diversifier les économies et à limiter les impacts environnementaux et les risques sociaux, en particulier dans les communautés où les moyens de subsistance dépendent des secteurs de ressources naturelles.³⁴

Une transition juste est essentielle pour garantir que les travailleuses et les travailleurs des industries non durables ne soient pas laissés

pour compte. Une reprise verte signifie que ces individus auraient accès à des programmes de formation pour faciliter leur transition vers l'emploi dans les industries vertes émergentes. Cette même opportunité serait également ouverte aux personnes au niveau d'éducation faible et aux femmes, afin de favoriser l'égalité des genres dans des industries traditionnellement dominées par les hommes.

Opportunité de réduire les inégalités et de promouvoir l'inclusivité

Pour reconstruire en allant vers des sociétés plus équitables, la protection de l'environnement, le bien-être social et la prospérité économique de toutes et tous doivent être garantis. La pandémie a manifesté ses impacts différenciés sur les populations historiquement marginalisées, comme un grand nombre de crises par le passé. Des caractéristiques sociales telles que le genre, l'âge, les revenus, le type d'emploi, le niveau d'éducation, l'ethnie et les origines, le statut migratoire, le handicap mental ou physique, et l'orientation sexuelle, entre autres, ont grandement contribué à déterminer la capacité des individus à gérer et à surmonter la maladie de la COVID-19, ainsi que les impacts socioéconomiques de la pandémie. Ces facteurs ont affecté leur capacité à rester chez eux et leur accès aux soins de santé et aux produits de première nécessité, entre autres ressources sociales et économiques.³⁵ Par exemple, les femmes, en particulier celles qui vivent en situation de pauvreté et/ou appartenant à des groupes racialisés, sont plus susceptibles d'être infectées et de subir des pertes de revenu conséquentes, ainsi que des responsabilités de travail domestique et de soin disproportionnées.³⁶ Une reprise verte permet de reconnaître les impacts générés des crises tout en promouvant les femmes en tant qu'actrices du changement en finançant leurs entreprises et projets communautaires écoresponsables, et en assurant une représentation intersectorielle des femmes dans les processus décisionnels.

Les politiques mises en place peuvent réduire les inégalités socioéconomiques en adoptant une transition juste reliant les travailleuses et les travailleurs d'industries non durables en déclin à des emplois verts bien rémunérés, augmentant ainsi les opportunités d'emploi, y compris pour les individus historiquement marginalisés ou travaillant dans le secteur informel, dont la majorité sont des femmes. Des politiques de relance relatives à l'emploi peuvent également contribuer à réduire la fracture entre les mondes urbain et rural et les inégalités de genre au sein des pays, étant donné que 46 % de la population rurale en Amérique latine et dans les Caraïbes vit en dessous du seuil de pauvreté et que les femmes représentent la moitié de cette population.³⁷ Des programmes de travail pour la modernisation et l'innovation, des investissements dans les infrastructures en zone rurale et le renforcement de la protection sociale (ex. : assurance-emploi) visant à aider les travailleuses et travailleurs déplacés et les communautés touchées par les impacts du changement climatique pourraient contribuer à réduire ces iniquités.³⁸ Les efforts de modernisation ne créeraient pas seulement des emplois mais permettraient également un plus grand accès à l'information et à l'éducation. De plus, l'expansion des énergies renouvelables pourrait améliorer l'accès à des sources d'énergie fiables pour les communautés à faible revenu, en particulier en zone rurale. Restaurer les sols et appliquer des pratiques agricoles plus durables augmenterait également les revenus des petits exploitants et la sécurité alimentaire.³⁹ La rénovation énergétique aiderait les ménages à réduire leurs factures d'énergie, ce qui bénéficierait particulièrement aux foyers à faible revenu. Enfin, investir dans l'adaptation climatique renforcerait la résilience des communautés face au changement climatique et aux catastrophes associées, évitant ainsi d'importantes pertes financières.

Finalement, toutes les décisions des gouvernements auront désormais un impact sur les générations futures. Les niveaux actuels de production et de consommation, l'inaction climatique et la dégradation de l'environnement ne sont pas viables. Les jeunes d'aujourd'hui s'expriment sur le monde dont ils hériteront. En luttant simultanément contre la crise climatique et l'instabilité économique, une reprise verte doit chercher à réduire le fardeau injuste imposé aux générations futures, à cause non seulement de la dette publique croissante, mais aussi de la forte dette climatique et environnementale dont ils vont hériter. Il faut donc réduire la fracture intergénérationnelle.

Comme illustré dans cette section, agir pour le climat et prioriser les questions environnementales dans les efforts de relance contribuerait à lutter contre les injustices sociales et environnementales, à améliorer la santé des populations vulnérables et à réduire voire prévenir l'exacerbation de la vulnérabilité due aux inégalités actuelles et futures.^{40,41} Personne ne sera surpris d'apprendre que les pays dotés d'une meilleure protection sociale, d'un accès équitable aux soins de santé (basés sur les besoins et non sur la capacité à payer), de meilleurs niveaux de confiance du public envers le gouvernement et d'une plus forte solidarité ont été mieux équipés pour gérer la pandémie de COVID-19.⁴² Cette crise a accentué la nécessité de s'appuyer sur des politiques de ce type et de transformer les modèles de développement actuels pour lutter contre les injustices systémiques. Il faut pour cela œuvrer pour réduire l'inégalité des revenus, s'engager à mettre fin à la corruption, assurer l'accès à un travail décent (en particulier pour les communautés pauvres et éloignées) et garantir que l'égalité des genres soit au cœur de ces mesures.⁴³



Principaux domaines d'action politique pour une reprise verte

Au vu de l'urgence de la crise climatique et des cobénéfices potentiels d'une reprise verte pour la santé de la population, les opportunités économiques et la réduction des inégalités, il existe de nombreuses raisons de soutenir une reprise verte après la pandémie de COVID-19. Les politiques de relance verte offrent également plus de bénéfices sur le long terme que les investissements dans des politiques habituelles.⁴⁴ Affecter des ressources à « des infrastructures physiques propres, la rénovation énergétique des bâtiments, l'investissement dans l'éducation et la formation, l'investissement dans le capital naturel, et la recherche et le développement propres » fait partie des politiques vertes ayant le plus grand potentiel d'impact positif sur le climat et qui peuvent gagner le soutien d'un public large. De plus, ces mesures peuvent être mises en œuvre relativement rapidement et beaucoup nécessitent un travail intensif, ce qui aiderait immédiatement à stimuler l'économie et apporterait des rendements économiques positifs sur le long terme.⁴⁵ La pandémie représente également une bonne occasion de transformer nos sociétés en les encourageant à adopter des pratiques plus inclusives et écoresponsables car les périodes suivant des crises ou de transition ont toujours été des véhicules de changement systémique et d'adaptation des modes de consommation.^{46,47}

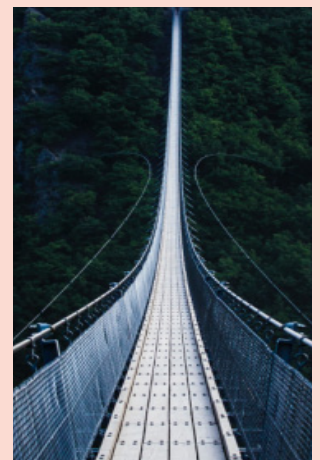
Concevoir des mesures politiques favorisant une reprise verte peut impliquer un grand nombre d'approches. Par exemple, les solutions fondées sur la nature sont des mesures visant à affronter les défis sociétaux et à apporter un bien-être humain en conservant les écosystèmes, en les gérant durablement et en les restaurant. C'est un moyen de tirer profit des services écosystémiques que la nature fournit et cela peut éclairer les investissements inclus dans les paquets de relance. Il est aussi fondamental d'investir dans des infrastructures vertes, la protection de la biodiversité, la conservation et la restauration des écosystèmes, et la promotion d'une économie circulaire visant à minimiser l'utilisation des ressources et la pollution.⁴⁸

Les politiques peuvent également cibler des investissements dans divers secteurs économiques pour obtenir les cobénéfices susmentionnés pour la santé, l'économie et l'environnement. Par exemple, des investissements verts dans les pratiques agricoles et de pêche, la gestion des sols et des eaux, et des pratiques concernant les marchés et systèmes alimentaires mondiaux aideraient à préserver les ressources naturelles. Cela permettrait aussi de protéger les moyens de subsistance des petits exploitants et d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à des aliments nutritifs, ce qui minimiserait la vulnérabilité à d'autres risques sanitaires, réduirait les déchets et contribuerait à lutter contre le changement climatique. De plus, de bonnes pratiques de gestion des eaux protégeant et restaurant les bassins peuvent aider à résoudre des problèmes de pénurie d'eau et à assurer la qualité de l'eau, évitant ainsi les maladies hydriques.⁴⁹

Plusieurs organismes des Nations Unies, groupes de réflexion, organisations internationales et institutions académiques ont élaboré des recommandations sur les investissements et les mesures politiques et législatives prioritaires qui entraîneraient le plus de bénéfices pour répondre aux besoins socioéconomiques immédiats causés par la pandémie et pour préparer le terrain pour le développement durable à long terme. Ils ont également fait des recommandations pour une prise de décision transparente et basée sur des faits, comme le fait de rendre l'information facilement accessible au public, d'adopter des stratégies pour l'intégration de l'égalité des genres et les évaluations d'impact sur les populations vulnérables et, lorsque cela est possible, d'inclure des opportunités de participation du public.^{50,51,52,53}

Feuille de route « Climate Action Pathways » vers une économie zéro carbone

Le Partenariat de Marrakech pour l'action climatique mondiale, dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a publié une série de chemins pour fournir un « aperçu des actions de transformation et des jalons nécessaires pour la transformation des systèmes au sein des secteurs, ainsi que des synergies et des liens entre les domaines thématiques et transversaux qui aident tous les acteurs à adopter une approche intégrée ».⁵⁴



Voici une sélection de mesures politiques recommandées que les parlementaires peuvent envisager d'appuyer durant le processus de reprise pour renforcer les efforts nationaux d'atténuation du changement climatique comme pour soutenir la croissance économique, c'est-à-dire promouvoir une reprise verte. Certaines d'entre elles peuvent être mises en place rapidement et contribuer à créer immédiatement des emplois qui améliorent la situation de l'emploi et luttent contre le changement climatique. Ces actions sont signalées par une (⚡):

Infrastructure

- ⚡ Améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et des ménages dans les communautés en améliorant l'isolation, les pratiques de construction écologiques, l'efficacité des appareils ménagers et les systèmes de chauffage/climatisation.
- ⚡ Moderniser les zones urbaines et rurales en installant des infrastructures pour permettre l'accès au haut débit, en particulier dans les communautés aux revenus faibles et dans les zones rurales, et rendre l'Internet haute vitesse plus accessible et abordable pour permettre le télétravail.
- ⚡ Renforcer la résilience des infrastructures et prioriser une planification de la gestion des risques de catastrophe sensible au genre.
- 🔴 Renforcer les systèmes nationaux et sous-nationaux d'alerte précoce ou les créer, et s'assurer de l'existence de plans de communication et de technologies adaptés pour diffuser des messages d'alerte pour prendre des mesures à partir des informations sur les alertes précoces.⁵⁵

Capital naturel et agriculture

- ⚡ Conserver et augmenter le capital naturel en plantant davantage d'arbres, en augmentant les espaces verts, en améliorant l'aménagement urbain, en installant des toits verts et des jardins, en restaurant les sols et les écosystèmes détériorés et en protégeant les espaces naturels et les zones riveraines (interface entre un sol et une masse d'eau), par exemple en protégeant les mangroves ou en en plantant.
- 🔴 Renforcer la résilience en améliorant les pratiques agricoles grâce à une gestion efficace des eaux, des sols et des nutriments, à des pratiques améliorées de broutage, et à une meilleure efficacité des chaînes d'approvisionnement intégrant des pratiques d'économie circulaire.

Énergie renouvelable

- 🔴 Augmenter les investissements dans les énergies renouvelables et leur utilisation, et faire de la recherche sur les technologies vertes comme la séquestration de carbone.⁵⁶
- ⚡ Passer à des transports alimentés à l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, en rendant ces options disponibles à un public plus large, en encourageant leur utilisation et en investissant dans les infrastructures permettant d'opérer cette transition.

Subventions ou aide au secteur privé

- 🔴 Prévoir des contreparties pour une transition vers des émissions nettes zéro d'ici 2050 dans le cadre des paquets d'aide financière à l'industrie et identifier les conséquences de tout manque à respecter ces conditions.
- 🔴 Mettre en place des cadres politiques incitant le secteur privé à investir dans une reprise verte, lui permettant de le faire et lui donnant une certaine sécurité; et à adopter des modèles commerciaux écoresponsables et inclusifs appuyant les objectifs du pays pour la neutralité climatique et une économie circulaire.^{57,58}
- 🔴 Éviter les subventions ou les sauvetages financiers des secteurs pétrolier et gazier.^{59,60,61}
- 🔴 Réduire progressivement les subventions bénéficiant aux combustibles fossiles, commencer à taxer les émissions, et affecter ces économies à des programmes pour la prospérité environnementale et sociale.

Incitations et financement

- Introduire une taxe carbone ou autre mécanisme de marché du carbone pour augmenter les recettes de l'État et accélérer l'assimilation des technologies et des pratiques peu émettrices de carbone.

Éducation

- Investir dans l'éducation et la formation pour réduire les niveaux de chômage actuels et pour faciliter une transition juste en tenant compte des emplois perdus dû au rejet des industries non durables, et garantir une force de travail plus équitable en termes de genre.



Cadres pour orienter les efforts pour une reprise verte

Cette partie présente un bref aperçu de cadres internationaux existants qui peuvent aider les parlementaires à soutenir une reprise verte intégrant des facteurs sociaux, économiques et environnementaux afin d'améliorer la durabilité, la résilience et l'équité de leur société.

L'Agenda 2030 pour le développement durable

L'Agenda 2030 pour le développement durable, adopté en 2015, compte 17 Objectifs de développement durable (ODD) universels et transformateurs, avec des cibles et des indicateurs contenant et intégrant les dimensions économique, sociale et environnementale de la société. Cet outil offre une feuille de route sur ce qui constitue un avenir juste et durable pour les générations actuelles et futures, et propose des stratégies pour renforcer la résilience contre les chocs à venir. Il permet d'identifier des priorités et d'orienter l'élaboration des lois et l'affectation des ressources de sorte à atteindre ces priorités.

Malheureusement, la pandémie a fait régresser la réalisation des ODD;⁶² le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) prévoit qu'il y aura probablement un recul du développement humain mondial.⁶³ Toutefois, les gouvernements peuvent encore atténuer les dommages causés par cette régression et éviter d'autres reculs en s'assurant que les efforts de reprise soient conformes aux ODD et que ces objectifs soient pris en compte dans les stratégies nationales de développement. L'élaboration des politiques de récupération doit tenir compte des différentes interactions entre les ODD et impliquer plusieurs secteurs et acteurs, y compris la société civile, de manière coordonnée pour assurer qu'elles n'aient pas d'influence négative sur d'autres objectifs.⁶⁴ Aussi, il est nécessaire de produire des efforts visant à identifier et à réduire les écarts de connaissances et de données, comme les données météorologiques ventilées par genre et autres variables sociodémographiques et socioéconomiques, pour éclairer des politiques et des mesures de récupération servant à la fois à répondre face à la COVID-19 et à atteindre les ODD. Ces politiques doivent également prévoir des mécanismes de suivi et d'évaluation pour évaluer leur progression sur la durée.⁶⁵

Pour appliquer le cadre de l'Agenda 2030 dans leurs efforts pour promouvoir une reprise verte, les parlementaires peuvent :⁶⁶

- ✓ Créer un comité ou attribuer des responsabilités à un ou plusieurs comités pour suivre la progression des ODD.
- ✓ Définir un agenda des priorités législatives à partir des objectifs et des cibles, ainsi que du contexte national.
- ✓ Promouvoir la collecte et la publication de données ventilées par genre pour élaborer et suivre correctement les politiques afin d'atteindre ces objectifs.
- ✓ Prévoir une étude (ou une liste de contrôle exhaustive) pour chaque projet de loi, déterminant son impact sur les ODD, y compris le projet de budget national et tout projet de relance économique supplémentaire (voir la dernière page du document [Le rôle du parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable pour une liste de contrôle que les parlementaires peuvent utiliser pour s'assurer que leurs fonctions soient exécutées en tenant compte des ODD](#)).
- ✓ Étudier et améliorer les stratégies et les mécanismes de communication et d'interaction entre le parlement et le public afin de garantir qu'ils soient efficaces, qu'ils atteignent tous les segments de la population et qu'ils permettent de tenir compte de leur opinion, en particulier les groupes sous-représentés et marginalisés.
- ✓ Promouvoir des réformes pour un parlement ouvert afin d'améliorer les interactions avec la société civile, ainsi que pour renforcer la transparence et l'accès à l'information, la responsabilité, la participation du public et des normes éthiques élevées dans le travail parlementaire, conformément à l'ODD 16.



Figure 2 : La publication suivante, [Le rôle du parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable](#), élaborée par ParlAmericas et le PNUD, présente des informations supplémentaires sur le rôle important des parlements et des exemples de mécanismes que certains parlements emploient pour soutenir la mise en œuvre des ODD.⁶⁷

Les Contributions déterminées au niveau national pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris

Les Contributions déterminées au niveau national (CDN) sont des engagements concrets des pays à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C ou à moins de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels et à s'adapter aux impacts défavorables du changement climatique.⁶⁸ Pour cela, les émissions de gaz à effet de serre (GES) mondiales doivent diminuer de moitié au cours de la prochaine décennie et atteindre zéro net au début de la seconde moitié du siècle.⁶⁹ En vertu de l'Accord de Paris, les pays doivent soumettre des CDN augmentées en 2020. Une étude réalisée en Amérique latine a identifié que 13 pays sur les 15 de la région projettent de soumettre des CDN nouvelles ou mises à jour en 2020, afin d'améliorer leurs efforts d'atténuation et d'adaptation; d'établir de meilleurs mécanismes de suivi, de signalement et de vérification; et de généraliser le genre, les droits de la personne et une transition juste.⁷⁰

Toutefois, les répercussions socioéconomiques de la pandémie risquent de contraindre les pays à interrompre ou à réduire leur action climatique, étant donné les ressources financières et humaines affectées à la gestion de la crise de la COVID-19 et de la dette intérieure en hausse. Il est par conséquent important de souligner que ces questions ne sont pas incompatibles; les CDN d'un pays peuvent proposer une feuille de route concernant certains domaines de la croissance économique et de l'innovation futures qui créeront des emplois à court terme, réduisant ainsi le taux de chômage immédiat et améliorant le capital social et naturel.^{71,72} Investir rapidement dans l'atténuation et l'adaptation climatiques et aligner ces investissements avec les priorités de l'Agenda 2030 peut éviter de verrouiller les niveaux d'émission élevés prévus pour 2030 et mener vers une forme de développement plus durable.⁷³ Les engagements inclus dans les CDN peuvent également prévenir de futures pertes financières dues à l'inaction climatique, qui sont estimées entre 1,4 et 4,3 % du PIB annuel d'ici la fin du siècle en Amérique latine et dans les Caraïbes.⁷⁴ Ils peuvent aussi réduire les risques climatiques et de catastrophe et augmenter la productivité.⁷⁵

Pour appliquer le cadre des CDN dans leurs efforts pour promouvoir une relance verte, les parlementaires peuvent :⁷⁶

- ✓ S'assurer que le gouvernement soumette ses CDN augmentées en 2020.
- ✓ Étudier les CDN, suivre leur progression et s'assurer que leur plan de mise en œuvre continue d'avancer ou soit adapté de sorte que l'objectif soit atteignable dans les circonstances nouvelles.
- ✓ S'assurer que les nouvelles lois et politiques ne contredisent pas les objectifs des CDN et modifier les lois existantes pour les rendre cohérentes avec les objectifs climatiques.
- ✓ Organiser des débats parlementaires pour parler de la progression ou des lacunes quant à la réalisation des cibles de GES et d'adaptation au changement climatique.
- ✓ Intégrer les points de vue et les besoins de la société civile pour qu'ils soient reflétés dans les mesures de récupération, par exemple en identifiant de bonnes pratiques climatiques au niveau local pouvant éclairer la législation.
- ✓ Vérifier qu'un budget suffisant soit prévu pour atteindre les objectifs des CDN et créer une économie verte.

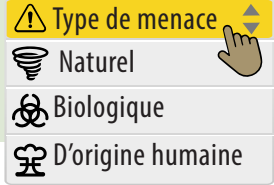


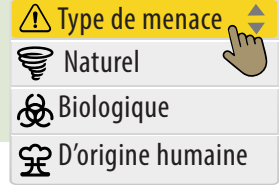
Figure 3 : La publication suivante, [Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques](#), élaborée par l'UIP, présente des informations supplémentaires sur le rôle important des parlements dans le renforcement des réponses internationales face à la crise climatique, et recommande des mesures législatives pour orienter l'agenda climatique.⁷⁷

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et les plans nationaux d'adaptation au changement climatique

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, plan des Nations Unies pour réduire ces risques, a été adopté par les États membres il y a cinq ans. Il s'agit d'un outil commun et concerté visant à mieux prévenir, atténuer, se préparer et répondre à tous les risques, y compris les risques systémiques et biologiques. Appliquer ce cadre pourrait contribuer fortement à garantir que les risques biologiques futurs ne causent pas de catastrophes.⁷⁸ La COVID-19 a révélé que les pays doivent renforcer leur résilience en comprenant mieux les risques, leur nature systémique et leur interconnexion à tous les niveaux. Cela les préparera aux futurs chocs, prévenant ou réduisant ainsi l'impact des prochaines catastrophes d'origine naturelle, biologique et/ou anthropique (causées par les humains).⁷⁹ Améliorer la préparation aux catastrophes nécessitera d'identifier les écarts de connaissances et de technologies, comme les systèmes d'alerte précoce inadaptés,⁸⁰ et de réduire les risques et écarts systémiques de protection sociale pour minimiser la vulnérabilité et l'inégalité sociales. La pandémie de COVID-19 pourrait devenir un levier pour transformer la structure et l'organisation de la société et de nos systèmes économiques et politiques, favorisant une approche du développement qui intègre les risques et axée sur la résilience.

Dans notre société fortement mondialisée, de nombreux systèmes nationaux sont interconnectés et interdépendants. Autrement dit, les activités économiques, sociales et environnementales, au niveau national comme international, ont des conséquences sur d'autres secteurs et/ou pays. Des interconnexions similaires existent au niveau national entre 1) les différents secteurs économiques; 2) les structures socioéconomiques, comme les inégalités sous-jacentes, les taux de chômage et autres points de vulnérabilité; et 3) le niveau d'exposition aux risques et l'interaction entre ces risques. Ces liens complexes sont vulnérables si un choc soudain touche l'une de leurs composantes, ce qui peut créer une réaction en chaîne affectant de nombreux sous-systèmes et/ou secteurs, voire perturber des systèmes entiers. Avec la crise de la COVID-19, par exemple, des pays ont eu des difficultés à se procurer des équipements de protection personnelle lorsque la demande mondiale de ces produits a augmenté tandis que les chaînes d'approvisionnement étaient perturbées. Cela a eu des effets successifs et souvent importants sur les systèmes de santé nationaux et sous-nationaux, ainsi que sur leur capacité à répondre en toute sécurité à l'urgence de santé publique.⁸¹ C'est pourquoi les pays doivent adopter des approches coordonnées et multisectorielles basées sur une gouvernance adaptée de la réduction des risques de catastrophe, évaluant de manière préventive et gérant les risques interactifs pour les systèmes entiers. Pour développer ces approches, les pays doivent mettre en place une approche pangouvernementale, avec des échanges intersectoriels entre les entités nationales et locales, et entre la société civile, le secteur privé et la communauté scientifique, afin d'orienter et de mener des stratégies, des politiques, des lois et des plans pour la réduction des risques de catastrophe.

La communauté internationale et scientifique, y compris le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes et l'Organisation météorologique mondiale, recommande d'éviter le terme de « catastrophe naturelle » car il implique que les catastrophes se produisent naturellement sans être causées et qu'elles sont par conséquent inévitables. Toutefois, si les risques (ex. : tremblements de terre, inondations, ouragans, glissements de terrain) peuvent être naturels, les catastrophes ne le sont pas. Un risque naturel devient une catastrophe lorsque les sociétés ne le gèrent pas correctement et ne se préparent pas suffisamment en termes d'exposition et de vulnérabilité. Il est important que les gouvernements créent des stratégies nationales sur les risques naturels et qu'ils luttent contre les inégalités socioéconomiques existantes qui augmentent la vulnérabilité d'une population face à ces risques. Il est recommandé d'utiliser le terme « catastrophe » au lieu de « catastrophe naturelle », voire « catastrophe résultant d'un risque  » pour plus de précision.⁸²



Pour appliquer le Cadre de Sendai dans leurs efforts de promotion d'une reprise verte, les parlementaires peuvent :⁸³

- ✓ Se renseigner sur et soutenir les plans nationaux de développement pour la réduction des risques de catastrophes, conformes aux programmes de développement et aux stratégies d'adaptation au changement climatique des pays, et assurer une aide budgétaire pour leur mise en œuvre.
- ✓ Évaluer la législation nationale et locale existante sur la réduction des risques de catastrophe, ainsi que leur lien et leur compatibilité avec la loi existante sur le changement climatique; et garantir que les lois sur la réduction des risques de catastrophe ne tiennent pas compte des risques naturels uniquement.
- ✓ S'assurer que la législation sur les risques de catastrophe et que les stratégies nationales pour la réduction de ces risques tiennent compte des risques systémiques et favorisent des systèmes de gouvernance des risques⁸⁴ (systèmes facilitant la coordination entre plusieurs acteurs dotés de capacités et d'informations suffisantes pour gérer et réduire efficacement les risques de catastrophe et liés au climat).
- ✓ Faire des recherches pour définir si des systèmes d'alerte précoce et des mécanismes de système d'alerte précoce multirisque adaptés sont en place, et s'ils sont accompagnés de plans de communication pour diffuser les informations sur les alertes précoces.
- ✓ Évaluer la vulnérabilité nationale pour identifier les groupes de population et les zones les plus touchés par la COVID-19, le changement climatique et les catastrophes, ainsi que les zones à haut risque, pour renforcer les mécanismes de protection pour les personnes les plus vulnérables. Cette évaluation doit tenir compte des mesures prises par différents acteurs, des expériences de vie, des connaissances traditionnelles et des compétences des femmes, des groupes vulnérables et des peuples autochtones.
- ✓ Garantir la représentation et la participation de femmes, de peuples autochtones et des groupes historiquement marginalisés dans la prise de décision, y compris dans l'élaboration de mécanismes pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique à tous les niveaux.
- ✓ Coordonner, lorsque cela est possible, avec les organismes de surveillance, l'utilisation adéquate des ressources durant les urgences, et en particulier pendant la phase de reconstruction post-catastrophe.
- ✓ Modifier les lois et les réglementations facilitant les investissements basés sur le risque et intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique, promouvant l'innovation et l'emploi de nouvelles technologies et d'énergies durables.



Figure 4 : La publication suivante, [Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique](#), élaborée par ParlAmericas et l'UNDRR, présente des informations supplémentaires sur le rôle important des parlements dans la création de sociétés résilientes face aux catastrophes, et recommande des façons d'atteindre les objectifs du Cadre de Sendai.⁸⁵



Liste de contrôle parlementaire pour une reprise économique verte et durable

Les parlementaires peuvent se poser les questions suivantes pour promouvoir une reprise économique verte et durable à travers leurs fonctions de représentation, de législation et de contrôle :

Fonction parlementaire	Questions d'orientation
<p>Représentation : communiquer avec sa circonscription pour comprendre ses besoins et ses préoccupations et pour promouvoir une reprise verte</p> <p>La communication avec la circonscription sert-elle...</p>	<ul style="list-style-type: none">✓ à comprendre différentes expériences de vie et les difficultés liées aux effets de la pandémie de COVID-19 et à identifier les impacts différenciés?✓ à promouvoir les cobénéfices d'une reprise verte, comme la création d'emplois verts?✓ à atténuer l'inquiétude sur le fait qu'une reprise verte implique un compromis pour la création d'emplois et autres bénéfices économiques?✓ à comprendre les points de vue et les préoccupations des jeunes concernant le fardeau imposé à cette génération dû au changement climatique et à la dégradation environnementale?✓ à promouvoir la participation du public dans les processus décisionnels relatifs à la récupération suite à la pandémie et ses nombreux impacts socioéconomiques, en assurant une représentation intersectorielle des femmes et des groupes de population traditionnellement marginalisés?
<p>Contrôle : assurer que les mesures et les priorités budgétaires du gouvernement soient en phase avec les objectifs d'une relance verte et durable</p> <p>Est-ce que les mesures gouvernementales pour la récupération suite à la pandémie...</p>	<ul style="list-style-type: none">✓ améliorent le bien-être social et luttent contre les inégalités? Répondent-elles aux besoins de la population, dont les segments les plus vulnérables face aux catastrophes et autres chocs systémiques?✓ affectent des fonds pour l'action climatique? Ce financement est-il supérieur à celui des années précédentes?✓ sont conformes aux plans nationaux de développement, aux plans nationaux de réduction des risques de catastrophe et aux efforts pour atteindre les ODD?✓ prévoient une intention de soumettre une mise à jour des CDN, de faire preuve d'investissements concrets dans les mesures nécessaires pour remplir cet engagement, comme dans les sources d'énergie renouvelables, et de publier des informations sur la progression?✓ prévoient des solutions fondées sur la nature pouvant améliorer la relation entre l'humanité et la nature?✓ prévoient une stratégie mise à jour pour la réduction des risques de catastrophe n'abordant pas uniquement les risques naturels mais aussi les risques biologiques et anthropiques (d'origine humaine)?✓ évitent de soutenir les industries à fortes émissions de carbone? Si elles les soutiennent, quelles sont les contreparties de ce soutien?✓ soutiennent la création d'emplois verts, comme des programmes de formation facilitant une transition juste pour les personnes travaillant dans des industries non durables?

- ✓ tiennent compte de leur impact sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et/ou la réalisation des ODD, et de leur cohérence avec l'agenda de développement respectif (Accord de Paris, Cadre de Sendai et Agenda 2030)?
- ✓ menacent la progression de l'Agenda 2030 ou d'un ou plusieurs ODD?
- ✓ abordent les impacts différenciés de la COVID-19, du changement climatique et de la dégradation environnementale sur les femmes et les filles, les personnes vivant dans la pauvreté, ayant un handicap, autochtones, afrodescendantes, indodescendantes et descendantes de personnes soumises à des systèmes de servitude coloniale, les membres de la communauté LGBTI, et les personnes déplacées et migrantes, entre autres groupes marginalisés?
- ✓ reconnaissent le fardeau de la crise climatique imposé aux jeunes à long terme, et cherchent à l'alléger?
- ✓ s'appuient sur les données disponibles les plus fiables sur les impacts de la pandémie et les impacts actuels et futurs du changement climatique et de la dégradation environnementale, comme les données ventilées par genre et autres variables socioéconomiques et sociodémographiques?
- ✓ prévoient des mécanismes de suivi et d'évaluation de leur impact, comme sur les inégalités socioéconomiques par exemple?
- ✓ protègent et promeuvent les droits de la personne, comme les droits civiques et politiques, ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels?
- ✓ reconnaissent les risques systémiques actuels et futurs, comme ceux liés au changement climatique, et visent à renforcer la résilience face à ces chocs?
- ✓ évitent le terme « catastrophes naturelles » pour reconnaître que les catastrophes et leurs impacts différenciés ne sont ni naturels ni inévitables (voir section sur le Cadre de Sendai pour une explication sur l'utilisation de ce terme)?
- ✓ appuient une transition vers les énergies renouvelables juste garantissant que les personnes travaillant dans les industries non durables ne seront pas laissées pour compte?
- ✓ tiennent compte des points de vue de la société civile et des segments de population les plus susceptibles d'être affectés par la loi, recueillis via un processus de participation du public?

Élaboration de lois : étudier et proposer des projets de loi promouvant les objectifs d'une relance verte et durable

Est-ce que les projets de relance...



Références

- 1 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Enquête économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes 2020*, octobre 2020. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/46071/85/S2000370_en.pdf
- 2 *ibid.*
- 3 *ibid.*
- 4 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Panorama budgétaire de l'Amérique latine et des Caraïbes 2020*, juin 2020. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45731/1/S2000153_en.pdf
- 5 ParlAmericas et l'Assemblée nationale de l'Équateur, *Compendium de mesures législatives et exécutives de l'Amérique et des Caraïbes en réponse à la COVID-19*, mai 2020. https://www.parlAmericas.org/uploads/documents/Compendium_of_Legislative_and_Executive_Actions_COVID19_FRE.pdf
- 6 Strand, Jon., et Toman, Michael. *Relance verte, reprise économique et développement durable à long terme*, janvier 2010, rapport de recherches sur les politiques de la Banque mondiale, 5163, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/19956>
- 7 Organisation météorologique mondiale, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Global Carbon Project, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et The Meteorological Office, *Unis autour de la science 2020*, août 2020. <https://public.wmo.int/fr/medias/communiqu%C3%A9s-de-presse/le-changement-climatique-ne-s%E2%80%99est-pas-arr%C3%AAt%C3%A9-pour-la-covid-19-selon-le>
- 8 *ibid.*
- 9 Liu, Z., Ciais, P., Deng, Z. et al. *Le suivi en temps quasi réel des émissions mondiales de CO2 révèle les effets de la pandémie de COVID-19*, octobre 2020, Nature Communications 11, 5172. <https://doi.org/10.1038/s41467-020-18922-7>
- 10 Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Rapport sur l'écart des émissions 2019*, novembre 2019. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/30797/EGR2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- 11 Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes et Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, *Le coût humain des catastrophes*, octobre 2020. https://www.undrr.org/publication/human-cost-disasters-overview-last-20-years-2000-2019?utm_source=Twitter&utm_campaign=PreventionSavesLives
- 12 Arent, Douglas., Tol, Richard., Faust Eberhard., Hella, Joseph., Kumar Surender., Strzepek, Kenneth., Tóth Ferenc., et Yan Denghua. « AR5 Changement climatique 2014 : Conséquences, adaptation et vulnérabilité. Partie A : Aspects généraux et sectoriels ». *Principaux secteurs et services économiques*, 2014. Contribution du Groupe de travail II au 5e Rapport d'évaluation du GIEC, Cambridge University Press, p 659-708. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/WGIIAR5-Chap10_FINAL.pdf
- 13 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Réchauffement planétaire de 1,5 °C : Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté*, 2018 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_High_Res.pdf
- 14 Saget, Catherine., Vogt-Schilb, Adrien., et Luu, Trang. *L'emploi dans un avenir avec une émission nette zéro en Amérique latine et dans les Caraïbes*, juillet 2020, Banque interaméricaine de développement et Organisation internationale du travail, Washington D.C. et Genève. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---rolima/documents/publication/wcms_752069.pdf

15 *ibid.*

16 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Changement climatique et terres émergées*, août 2019. https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf

17 Fonds mondial pour la nature, *Rapport Planète vivante 2020 : infléchir la courbe de la perte de biodiversité*, 2020. <https://hubspotusercontent20.net/hubfs/4783129/LPR/PDFs/ENGLISH-FULL.pdf>

18 *ibid.*

19 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Effets du confinement et des restrictions des activités liés à la maladie du coronavirus (COVID-19) sur la qualité de l'air dans les villes d'Amérique latine*, juillet 2020. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/45885/S2000475_en.pdf?sequence=4&isAllowed=y

20 *ibid.*

21 Programme des Nations Unies pour l'environnement et Institut international de recherche sur l'élevage, *Prévenir de prochaines pandémies : les zoonoses et comment briser la chaîne de transmission*, juillet 2020. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/32316/ZP.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

22 Rodríguez-Morales, Alfonso., et Delgado-López, Carlos. « Les dimensions humaine et sociale du changement climatique », *L'Impact du changement climatique sur les zoonoses en Amérique latine*, 2012 <https://www.intechopen.com/books/human-and-social-dimensions-of-climate-change/impact-of-climate-change-on-zoonotic-diseases-in-latin-america>

23 Pinto, Julio., Bonacic, Cristian., Hamilton-West, Christopher., Romero, Jaime., et Lubroth, Juan. *Le changement climatique et les maladies animales en Amérique du Sud*, 2008. Revue scientifique et technique (Organisation mondiale de la santé animale), 27, p 599-613. https://www.researchgate.net/publication/23285593_Climate_change_and_animal_diseases_in_South_America

24 Washington, Harriet. *Comment le racisme environnemental alimente la pandémie de coronavirus*, mai 2020. <https://www.nature.com/articles/d41586-020-01453-y>

25 Beech, Peter. *Qu'est-ce que le racisme environnemental*, Forum économique mondial, juillet 2020. <https://www.weforum.org/agenda/2020/07/what-is-environmental-racism-pollution-covid-systemic/>

26 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Réchauffement planétaire de 1,5 °C. *Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté*, 2018 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_High_Res.pdf

27 Organisation mondiale de la santé, *Après-COVID-19 : manifeste pour un monde en meilleure santé*, mai 2020. <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/who-manifesto-for-a-healthy-recovery-from-covid-19>

28 Cárdenas, Mauricio., et Guzmán Ayala, Juan José. *Prévoir une reprise post-pandémie durable en Amérique latine et dans les Caraïbes*, octobre 2020, Programme des Nations Unies pour le développement. https://www.latinamerica.undp.org/content/rblac/en/home/library/crisis_prevention_and_recovery/planeando-una-recuperacion-sostenible-para-la-pospandemia-en-ame.html

29 Organisation internationale du travail, *Impact sur le marché et les revenus du travail en Amérique latine et les Caraïbes (deuxième édition)*, septembre 2020. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_756697.pdf

30 Fonds monétaire international, *Perspectives économiques régionales pour l'hémisphère occidentale*, octobre 2020. <https://www.imf.org/en/Publications/REO/WH/Issues/2020/10/13/regional-economic-outlook-western-hemisphere>

- 31 *ibid.*
- 32 Saget, Catherine., Vogt-Schilb, Adrien., et Luu, Trang. *L'emploi dans un avenir avec une émission nette zéro en Amérique latine et dans les Caraïbes*, juillet 2020, Banque interaméricaine de développement et Organisation internationale du travail, Washington D.C. et Genève. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---rolima/documents/publication/wcms_752069.pdf
- 33 Fonds mondial pour la nature et Organisation internationale du travail, *La nature recrute : Comment des solutions fondées sur la nature peuvent stimuler une reprise avec des emplois verts*, octobre 2020. https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/nature_hires_report_wwf_ilo.pdf
- 34 Chatham House, *L'Économie circulaire en Amérique latine et dans les Caraïbes*, septembre 2020. <https://www.chathamhouse.org/2020/09/circular-economy-latin-america-and-caribbean/summary>
- 35 Programme des Nations Unies pour l'environnement et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Droits humains, environnement et COVID-19*, août 2020. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/33510/HRE1.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- 36 ParlAmericas et Directorio Legislativo, *Mettre l'égalité des genres au centre des réponses législatives face à la pandémie*, 2020. https://www.parlAmericas.org/uploads/documents/COVID19_Analisis_de_la_agenda_legislativa_FRE.pdf
- 37 Fonds international de développement agricole, *L'Avantage de l'Amérique latine et des Caraïbes*, septembre 2019. <https://reliefweb.int/report/world/latin-america-and-caribbean-advantage-family-farming-critical-success-factor-resilient>
- 38 *ibid.*
- 39 Cook, Jonathan., et Taylor, Rod. *La Nature est un choix économique optimal pour la reprise post-COVID-19*, non daté. <https://www.wri.org/news/coronavirus-nature-based-solutions-economic-recovery>
- 40 Stiglitz, Joseph, *Conquérir la grande fracture*, septembre 2020. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/09/pdf/COVID19-and-global-inequality-joseph-stiglitz.pdf>
- 41 Hepburn, Cameron., O'Callaghan, Brian., Stern, Nicholas., Stiglitz, Joseph., et Zenghelis, Dimitri., *Les budgets pour la relance suite à la COVID-19 accéléreront-ils ou retarderont-ils l'avancée du changement climatique?*, Oxford Review of Economic Policy, Numéro 36, Supplément_1, 2020, p S359–S381, <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa015>
- 42 Stiglitz, Joseph, *Conquérir la grande fracture*, septembre 2020. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/09/pdf/COVID19-and-global-inequality-joseph-stiglitz.pdf>
- 43 Nations Unies, *Document de politique générale : L'Impact de la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes*, juillet 2020. https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_policy_brief_covid_lac.pdf
- 44 Hepburn, Cameron., O'Callaghan, Brian., Stern, Nicholas., Stiglitz, Joseph., et Zenghelis, Dimitri., *Les budgets pour la relance suite à la COVID-19 accéléreront-ils ou retarderont-ils l'avancée du changement climatique?*, Oxford Review of Economic Policy, Numéro 36, Supplément_1, 2020, p S359–S381, <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa015>
- 45 *ibid.*
- 46 Hepburn, Cameron., O'Callaghan, Brian., Stern, Nicholas., Stiglitz, Joseph., et Zenghelis, Dimitri., *Les budgets pour la relance suite à la COVID-19 accéléreront-ils ou retarderont-ils l'avancée du changement climatique?*, Oxford Review of Economic Policy, Numéro 36, Supplément_1, 2020, p S359–S359–S381, <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa015>
- 47 Reeves, Martin., Carlsson-Szlezak., Philipp., Whitaker, Kevin., et Abraham, Mark., *Comprendre et façonner l'ère post-COVID-19*, avril 2020. https://image-src.bcg.com/Images/BCG-Sensing-and-Shaping-the-Post-COVID-Era-Apr-2020-rev_tcm26-244426.pdf

- 48 Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Augmenter les Contributions déterminées au niveau national grâce à des solutions fondées sur la nature et à l'efficacité des ressources*, mai 2020. <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/32284/NDCs.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- 49 Programme des Nations Unies pour le développement, *Transformer l'alimentation et l'agriculture : renforcer la sécurité alimentaire tout en luttant contre le changement climatique*, juin 2020. <https://reliefweb.int/report/world/transforming-food-and-agriculture-creating-food-security-while-fighting-climate-change>
- 50 ParlAmericas, *La Participation citoyenne au processus législatif*, 2018. <https://www.parlAmericas.org/uploads/documents/Trousse%20d'outils%20Participation%20citoyenne%20dans%20le%20processus%20l%C3%A9gislatif.pdf>
- 51 Corkal, Vanessa., Gass, Philip., et Cosby, Aaron. *Conditions vertes : Principes et conditions pour une relance économique verte au Canada après la pandémie de la COVID-19*, juin 2020. Institut international du développement durable. <https://www.iisd.org/system/files/2020-07/green-strings-covid-19-canada-en.pdf>
- 52 Hepburn, Cameron., O'Callaghan, Brian., Stern, Nicholas., Stiglitz, Joseph., et Zenghelis, Dimitri., *Les budgets pour la relance suite à la COVID-19 accéléreront-ils ou retarderont-ils l'avancée du changement climatique?*, Oxford Review of Economic Policy, Numéro 36, Supplément_1, 2020, p S359–S359–S381, <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa015>
- 53 Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Comment articuler des réponses intégrées face aux crises sanitaire, économique et climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes*, 2020. <http://www.cambioclimatico-regatta.org/index.php/en/documents-and-tools/category/recuperacion-economica-p>
- 54 Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, *Climate Action Pathways*, novembre 2020. https://unfccc.int/climate-action/marrakech-partnership/reporting-and-tracking/climate_action_pathways
- 55 Organisation météorologique mondiale, *Rapport sur la situation des services climatologiques en 2020 : passer des alertes précoces à des actions rapides*, octobre 2020, <https://public.wmo.int/en/media/press-release/state-of-climate-services-2020-report-move-from-early-warnings-early-action>
- 56 Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Comment articuler des réponses intégrées face aux crises sanitaire, économique et climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes*, 2020. <http://www.cambioclimatico-regatta.org/index.php/en/documents-and-tools/category/recuperacion-economica-p>
- 57 Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise, *Utiliser le développement du secteur privé pour réaliser une reprise verte dans le contexte de la pandémie de COVID-19*, mai 2020. <https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/Using-PSD-to-achieve-a-green-recovery-in-the-context-of-the-COVID-19-pandemic-May-2020.pdf>
- 58 Morgado, Crishna., et lasfargues, Bérénice. *Mobiliser le secteur privé pour la croissance verte et l'action climatique : Aperçu des efforts en matière de coopération au développement*, 2017, Organisation de coopération et de développement économiques. <https://www.cbd.int/financial/2017docs/oecd-private2017.pdf>
- 59 The Recovery Project, *Le Sommet de la récupération : comment reconstruire en mieux*, septembre 2020. <https://recoveryproject.ca/wp-content/uploads/2020/09/The-Recovery-Summit-How-to-Build-Back-Better.pdf>
- 60 Saget, Catherine., Vogt-Schilb, Adrien., et Luu, Trang. *L'emploi dans un avenir avec des émissions nettes zéro en Amérique latine et dans les Caraïbes*, juillet 2020. Banque interaméricaine de développement et Organisation internationale du travail, Washington D.C. et Genève. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_752069.pdf
- 61 Climate Action Tracker, *Feuille de route gouvernementale pour affronter les crises climatique et économique post-COVID-19*, avril 2020. https://climateactiontracker.org/documents/706/CAT_2020-04-27_Briefing_COVID19_Apr2020.pdf
- 62 Division de la statistique des Nations Unies, *Rapport sur les objectifs de développement durable 2020*, juillet 2020. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/#sdg-goals>

- 63 Programme des Nations Unies pour le développement, *Perspectives de développement humain COVID-19 : évaluer l'impact, envisager la reprise*, 2020. http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19_and_human_development_0.pdf
- 64 Organisation de coopération et de développement économiques, *Élaborer une réponse cohérente pour une reprise durable suite à la COVID-19 (version provisoire)*, juillet 2020. http://www.oecd.org/governance/pcsd/PRELIMINARY%20VERSION_PCSD_Policy-Response-Covid19_13%20July%202020.pdf
- 65 Département des affaires économiques et sociales, *Intégrer l'Agenda 2030 dans les stratégies et les plans nationaux : envisager la réponse et la reprise suite à la COVID-19*, mai 2020. https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/26222Integration_Webinar_Key_Policy_Messages_and_Recommendations_final.pdf
- 66 ParlAmericas et Programme des Nations Unies pour le développement, *Le rôle du parlement dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable*, octobre 2019. https://www.parlAmericas.org/uploads/documents/FRE_Publication_SDGs.pdf
- 67 *ibid.*
- 68 ParlAmericas, *Cartographie des contributions prévues déterminées au niveau national*. <https://www.parlAmericas.org/fr/climate-change/climate-map.aspx>
- 69 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, *Réchauffement planétaire de 1,5 °C. Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les trajectoires associées d'émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la parade mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté*, 2018 https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/06/SR15_Full_Report_High_Res.pdf
- 70 Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques - Centre régional de collaboration pour le Panama, Programme des Nations Unies pour l'environnement, et Partenariat CDN, *Enquête sur les CDN Amérique latine 2020*, 2020. https://unfccc.int/sites/default/files/resource/RCCPanamaSurveyOnNDC_13Octubre2020.pdf
- 71 Hammer, Stephen., Hallegatte, Stéphane., et Banaji Ferzina. *Comment les ambitions climatiques des pays peuvent soutenir une reprise durable suite à la COVID-19 (coronavirus)*, Banque mondiale, mai 2020. <https://blogs.worldbank.org/climatechange/how-countries-climate-ambitions-can-support-sustainable-recovery-covid-19-coronavirus>
- 72 Hepburn, Cameron., O'Callaghan, Brian., Stern, Nicholas., Stiglitz, Joseph., et Zenghelis, Dimitri., *Les budgets pour la relance suite à la COVID-19 accéléreront-ils ou retarderont-ils l'avancée du changement climatique?*, Oxford Review of Economic Policy, Numéro 36, Supplément_1, 2020, p 3359–3359–3381, <https://doi.org/10.1093/oxrep/graa015>
- 73 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *L'Économie du changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes*, août 2018. <https://www.cepal.org/en/publications/43889-economics-climate-change-latin-america-and-caribbean-graphic-view>
- 74 Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *L'Économie du changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes : résumé 2010*, novembre 2010. <https://www.cepal.org/en/publications/2990-economics-climate-change-latin-america-and-caribbean-summary-2010>
- 75 The Global Commission on Adaptation, *S'adapter dès maintenant : Un appel mondial au leadership en matière de résilience climatique*, septembre 2019. https://cdn.gca.org/assets/2019-09/GlobalCommission_Report_FINAL.pdf
- 76 Union interparlementaire, *Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques*, 2016. <https://www.ipu.org/file/429/download>
- 77 *ibid.*

- 78 Nations Unies, *Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030*, 2015. https://www.preventionweb.net/files/43291_sendaiframefordrren.pdf
- 79 Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe et Union africaine, *Bulletin thématique : Travailler à la réduction des risques de catastrophe de plusieurs types durant la crise de COVID-19*, mai 2020. <https://reliefweb.int/report/world/issue-brief-addressing-disaster-risk-reduction-multiple-hazards-during-covid-19-crisis>
- 80 Organisation météorologique mondiale, *Rapport sur la situation des services climatologiques en 2020 : passer des alertes précoces à des actions rapides*, octobre 2020, <https://public.wmo.int/en/media/press-release/state-of-climate-services-2020-report-move-from-early-warnings-early-action>
- 81 Organisation de coopération et de développement économiques, *Une approche de résilience systémique pour gérer la COVID-19 et les futurs chocs*, avril 2020. <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/a-systemic-resilience-approach-to-dealing-with-covid-19-and-future-shocks-36a5bdfb/>
- 82 Chmutina, K., von Meding, J. *Un dilemme linguistique : « Les catastrophes naturelles » dans la littérature académique*, 2019. *International Journal of Disaster Risk Science* 10, p 283–292. <https://doi.org/10.1007/s13753-019-00232-2>
- 83 ParlAmericas et Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, *Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique*, février 2019. https://www.parlamerica.org/uploads/documents/FR_Protocolo_DRR_Online_Version.pdf
- 84 Programme des Nations Unies pour le développement, *Bulletin thématique : La gouvernance des risques de catastrophe*, 2013. https://www.researchgate.net/publication/273449927_Governance_in_Disaster_Risk_Management
- 85 ParlAmericas et Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, *Protocole parlementaire pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique*, février 2019. https://www.parlamerica.org/uploads/documents/FR_Protocolo_DRR_Online_Version.pdf



Secrétariat International de ParlAmericas
703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada
Téléphone : + 1 (613) 947-8999
www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

